



---

## ***Neuvième réunion du comité de pilotage 16 mai 2008 - Paris***

---

### **Projet de compte rendu**

Les points abordés au cours de la réunion sont les suivants :

1. Approbation du CR du 8<sup>ème</sup> comité de pilotage
2. Développement du système d'information RNM
  - Lot n° 3 - Conception du SI
  - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le développement du site web
  - Lot n° 4 - Tierce recette applicative
  - Hébergement du système
3. Protocole d'échange d'informations et catalogues : synthèse et démarrage de la mise en exploitation par les producteurs de données
4. Information sur l'utilisation de l'outil collaboratif GFORGE
5. Projet de Décision Homologuée de l'ASN abrogeant l'arrêté du 27 juin 2005
6. Points divers

---

**Prochaine réunion du comité de pilotage :  
Mardi 18 novembre 2008 - 14H à 16H - Paris (ASN)**

## 1 - ACCUEIL ET APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 10/12/07

M. Jean-Christophe Niel, directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), préside ce neuvième comité de pilotage du Réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement.

La liste des membres du comité de pilotage (COPIL) et des autres participants à la réunion est présentée en **annexe 1** de ce compte-rendu. Le compte rendu de la huitième réunion du comité de pilotage a été envoyé à tous les membres du comité par voie électronique. M. Niel acte l'approbation de ce compte rendu à l'unanimité.

## 2 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION RNM

M. Leprieur (IRSN/DEI) propose une synthèse des différentes prestations en cours dans le cadre du développement du système d'information du Réseau national. La figure 1 ci-dessous représente l'ensemble des actions réalisées ou en cours de réalisation.

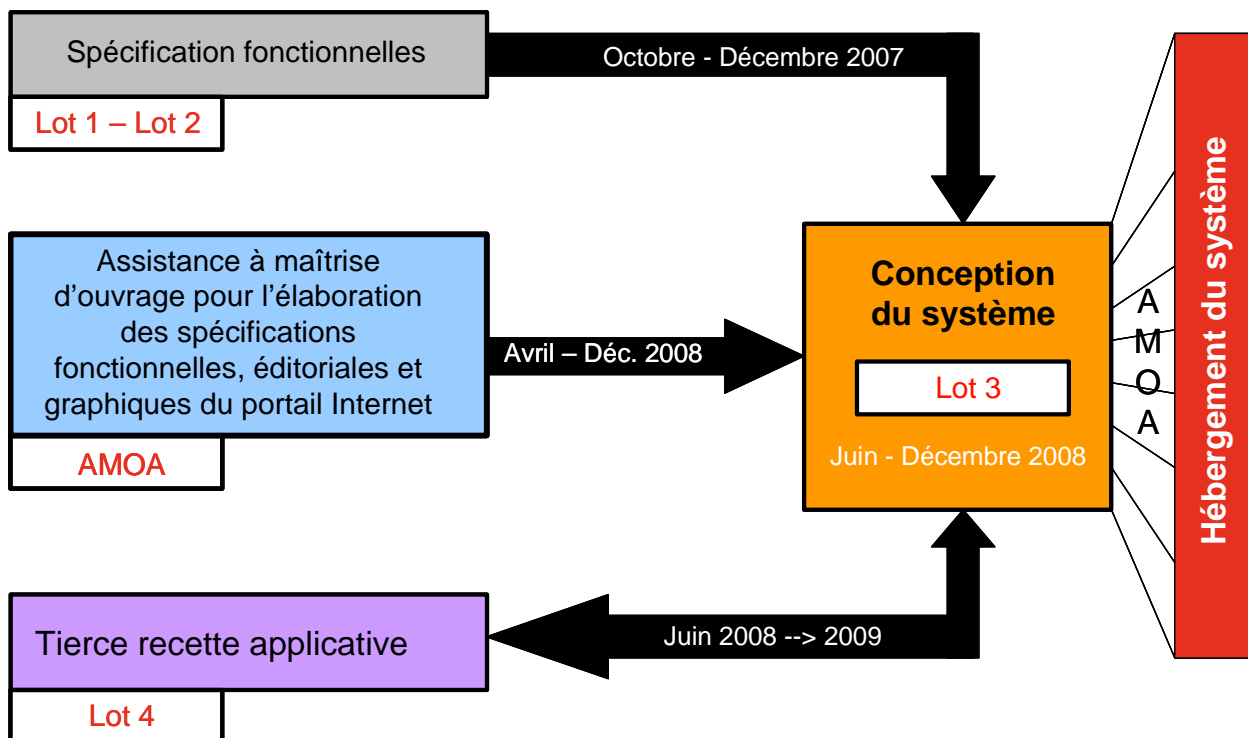


Figure 1 : lotissement du projet de développement du système d'information RNM

Spécifications fonctionnelles et techniques (lot 1 et lot 2) : action terminée en décembre 2007

Conception du système d'information (lot 3) : la consultation pour ce lot s'est achevée fin mars 2008. L'IRSN a sélectionné la société CRIL - ALYOTECH. La réunion de lancement aura lieu le 18 juin 2008. La conception se focalisera prioritairement sur la collecte des données (sécurisation des transferts, protocole d'échange XML) et l'outil autonome dans l'objectif de disposer de ces outils à l'automne 2008 et de mettre en place la plateforme de test pour les producteurs.

Tierce recette applicative du système d'information (lot 4) : la phase de consultation s'est achevée le 15 avril 2008. L'IRSN reçoit actuellement les candidats. Le choix de la société sera réalisé en mai avec une commande prévue au début du mois de juillet 2008 afin d'être cohérent avec le planning fixé avec le concepteur.

Hébergement du système d'information : l'avis d'appel public à la concurrence a été clôturé le 3 avril 2008. Les sept sociétés retenues pour l'appel d'offres restreint seront consultées au début du mois de juin. Une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage réalisée par la société SOGETI est notamment intervenue pour l'analyse des technologies et la rédaction du cahier des charges « hébergement » qui sera diffusé prochainement aux sociétés sélectionnées. L'analyse des réponses sera effectuée en juillet-août 2008.

Spécifications fonctionnelles, éditoriales et graphiques du site web RNM : la consultation pour cette prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage s'est achevée le 17 avril 2008. L'IRSN a choisi les sociétés Clever Age et Websiteburo pour la réalisation de cette prestation. La réunion de lancement est programmée le 19 mai 2008. Ces spécifications détaillées permettront au concepteur de débiter à l'automne la création du nouveau site Internet du Réseau national.

M. Mangin (IRSN/DEI) détaille les principaux jalons pour 2008, 2009 et 2010. L'objectif prioritaire pour le concepteur est la livraison en septembre 2008 de l'outil de collecte et de l'outil autonome de constitution des fichiers (pour les petits producteurs), afin de permettre l'ouverture de la plateforme de test. Le démarrage de la collecte des données reste fixé au mois de janvier 2009. L'année 2009 sera consacrée à la phase de test sur le site web avec une mise en ligne privée prévue au mois de juin 2009. L'ouverture « grand public » est fixée au mois de janvier 2010.

M. Mangin conclut en précisant le périmètre des risques identifiés pour chaque phase du projet. Dans la phase de développement, les contraintes de planning impose à l'IRSN un suivi intense des prestations ainsi qu'un support efficace des producteurs au moment de la phase de test. En phase de démarrage, il sera important de connaître au plus tôt les cas test de déclaration pour mettre à jour le référentiel si nécessaire et éviter ainsi d'avoir un taux d'erreurs important. Cette remarque est valable en phase d'exploitation, à laquelle s'ajoute un risque sur les performances d'extraction des données.

Les supports de cet exposé sont présentés en **annexe 2** du compte rendu.

M. Champion (IRSN/DEI) souhaite savoir si les « petits producteurs » de données seront nombreux au moment de la phase de démarrage. M. Leprieur précise qu'il est difficile de le savoir mais qu'il est en revanche nécessaire que l'outil autonome de constitution des fichiers soit disponible et opérationnel à cette date afin de répondre aux demandes éventuelles.

### **3 - PROTOCOLE D'ECHANGE D'INFORMATIONS ET CATALOGUES : SYNTHESE ET DEMARRAGE DE LA MISE EN EXPLOITATION PAR LES PRODUCTEURS DE DONNEES**

#### 3.1 - Questionnaire IRSN

M. Leprieur présente les objectifs du questionnaire qui a été envoyé aux producteurs de données identifiés dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'échange d'informations et du référentiel de données (catalogues). Ce questionnaire devait permettre de connaître le positionnement des principaux fournisseurs de données du Réseau national par rapport à l'appropriation et à l'utilisation de ces documents.

Le questionnaire a été transmis le 26 février 2008. Les réponses obtenues ont permis de commencer à renseigner certains catalogues, d'identifier plus précisément les données transmises par certains producteurs en termes de volumétrie et de fréquence. Une relance sur ce questionnaire sera réalisée à l'issue de cette réunion afin de permettre à l'IRSN d'effectuer rapidement une synthèse sur les principales contraintes techniques et les difficultés rencontrées par les producteurs de données.

#### 3.2 - Evolutions du protocole d'échange d'informations

Une synthèse des principales évolutions est présentée. Il s'agit essentiellement d'ajustements mineurs. L'objectif est de diffuser une nouvelle version (indice E) intégrant notamment des dernières modifications suite au prochain GT programmé le 25 juin 2008.

Un rappel sur les objectifs de la balise « registre » est effectué. Cette balise, ajoutée au protocole suite à la demande des exploitants de pouvoir associer une mesure à un établissement dans le cadre de la surveillance réglementaire, permet dont de prendre en compte le cas des points de prélèvement communs à plusieurs exploitants et établissements, sans parasiter la restitution de l'information sur Internet par la présentation de faux doublons.

#### 3.3 - Référentiel RNM - mise à jour des catalogues

M. Leprieur indique qu'une nouvelle version des catalogues a été générée, notamment suite aux retours sur le questionnaire IRSN. Certains catalogues ont été modifiés, complétés et les libellés restituables sur Internet ont été améliorés. A ce sujet, il est également nécessaire d'homogénéiser les unités de radioactivité utilisées. Il faut donc limiter au maximum l'utilisation d'unités et de sous-unités diverses afin de permettre une meilleure lisibilité des données sur Internet. L'IRSN et l'ASN valideront ensemble une nouvelle version de ce catalogue et la présenteront au prochain GT du mois de juin.

A l'image du protocole, cette version des catalogues sera consolidée après ce GT puis diffusée à tous les acteurs du Réseau. Ces documents seront également mis en ligne sur GFORGE projet RNM (voir présentation au chapitre 4).

### 3.4 - Gestion des agréments

Certaines mesures ne pourront être agréées au 01/01/2009. Certaines d'entre elles n'ont d'ailleurs pas été prévues dans le planning prioritaire des agréments. M. Leprieur précise que le principe de base du Réseau national est d'intégrer dans le système d'information uniquement les données agréées. Des mesures transitoires seraient très difficiles à gérer, notamment en cas de rejet d'agrément par la commission.

M. Champion (IRSN/DEI) et M. Devin (AREVA NC) précisent que, conformément au principe de base énoncé, les producteurs ne déverseront que les mesures agréées. Mme Sené (GSIEN) ajoute qu'il est effectivement inutile de transmettre des données non-agréées. Mme Levelut (ASN/DEU) précise que certains agréments seront prorogés pour assurer la continuité des agréments entre deux cycles d'agrément (article 28 - Titre III de la Décision n° 2008-DC-0099 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 avril 2008 portant organisation du Réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement et fixant les modalités d'agrément des laboratoires). M. Niel demande que la gestion des agréments soit examinée au prochain GT, notamment pour ce qui concerne la définition des contrôles sur les agréments mis en œuvre par le système d'information.

### 3.5 - Problématique du géoréférencement et de la précision des coordonnées

#### *3.5.1 Choix d'un système géodésique de référence*

M. Leprieur rappelle le contexte. Il est précisé dans l'annexe I de la Décision n° 2008-DC-0099 que les producteurs doivent fournir les coordonnées géoréférencées des point de prélèvement. Afin de prendre en compte les différents cas de géoréférencement (terre, mer, DROM-COM), la déclaration des coordonnées se fera selon le système géodésique WGS84. Les transformations géographiques nécessaires pour la présentation sur le site web seront réalisées par le système d'information en fonction des fonds de carte.

#### *3.5.2 Prise en compte des cas de géoréférencement sensible, difficile ou indisponible*

Au cours du dernier GT, plusieurs cas concrets pour lesquels il peut s'avérer difficile de fournir le géoréférencement systématique ont été évoqués. La sensibilité de la localisation des prélèvements (notamment des eaux de consommation), la nature des installations (sites de la Défense), la situation « privative » associée au prélèvement (ex : ferme) sont autant de facteurs sensibles à prendre en compte. Par ailleurs, dans le cas de certaines missions comme celles du SCL (service commun des laboratoires) ou de la DGAL (Direction générale de l'alimentation) ou pour certaines stratégies de prélèvement (sur les marchés, à la criée ou en grande surface), la localisation des prélèvements peut se limiter au pays, à la région ou, dans le meilleur des cas, à la commune d'origine (pour les prélèvement terrestre) ou à la zone de pêche (pour les prélèvements marins).

La première solution envisagée, relative à la notion de « coordonnées exactes et coordonnées restituables » n'est pas satisfaisante car elle introduit un risque de confusion important au niveau de la restitution et s'avère plus lourde à gérer à la fois pour les producteurs et les administrateurs du système.

En conséquence, la nouvelle solution proposée ci-après permet de prendre en compte les différents points évoqués ci-dessus en fonction des cas identifiés.

#### Principes de base pour le géoréférencement :

1. Les producteurs de données renseignent les coordonnées exactes des points de prélèvement, si elles sont connues et ne soulèvent pas de problématique particulière. Ces points seront représentés sur le module de recherche cartographique du site web. La précision de localisation minimale préconisée est de 3 décimales (soit environ 75m).
2. Les producteurs n'ayant pas à leur disposition les coordonnées précises du prélèvement ou ne souhaitant pas diffuser ces coordonnées ne renseignent pas les champs de géoréférencement. Cela implique que ces points de prélèvement n'apparaîtront pas sur le module cartographique du site web. Ils seront uniquement consultables par requêtage sur d'autres critères. Les producteurs doivent en revanche renseigner une ligne-commentaire obligatoire sur la provenance du prélèvement (pays, région, département, ...).

M. Paris (DRASS Basse-Normandie) précise qu'il est important de distinguer d'une part les points de prélèvement relatifs à la surveillance radiologique des installations, pour lesquels une localisation paraît nécessaire, et d'autre part les produits alimentaires prélevés en France ou à l'étranger pour lesquels l'intérêt porte davantage sur la représentativité des produits de consommation que sur l'origine précise du « point de collecte ». Dans le premier cas, la valeur intrinsèque du point est importante car elle sera le plus souvent associée à des chroniques de résultats.

M. Niel (ASN) considère que la solution proposée par l'IRSN est satisfaisante car elle ne conduit à aucune perte d'informations, ni d'inexactitudes dans la déclaration. Seuls les points géoréférencés apparaîtront sur la carte. M. Hartmann (EDF) indique qu'il peut être problématique de diffuser les points de prélèvements pour des échantillons prélevés chez les agriculteurs. Mme Sené (GSIEN) précise qu'il est important de diffuser les données relatives à la chaîne alimentaire. M. Leprieur rappelle que cette solution permet aux producteurs d'adapter leurs transmissions en fonction de la sensibilité associée à chaque contexte de prélèvement.

M. Champion (IRSN/DEI) remarque qu'il pourrait être utile de proposer des règles de géoréférencement pour des cas tels que le prélèvement de lait dans une coopérative, de champignons dans une forêt, etc.

M. Niel conclut la discussion en validant la solution présentée par l'IRSN et en demandant qu'un projet de guide pour le géoréférencement, intégrant les principes de base énoncés ci-dessus, soit rédigé et intégré à la prochaine version du protocole d'échange d'informations.

Les supports de cet exposé sont présentés en **annexe 3** du compte rendu.

#### **4 - MISE EN PLACE DE L'OUTIL COLLABORATIF GFORGE**

M. Guldner (IRSN/DEI) présente l'outil collaboratif mis en place pour le projet RNM. L'objectif de ce type d'outil est de pouvoir centraliser les informations, de gérer les demandes et d'offrir à tous les acteurs du Réseau national le même niveau d'information.

L'accès à l'outil se fait par connexion Internet (<https://gforge.irsn.fr/gf/project/rnmre>) via un compte utilisateur, un mot de passe et une adresse de messagerie. Au niveau des fonctionnalités, l'outil GFORGE permet la publication de nouveautés (communication de l'information à toute la communauté par messagerie), la gestion de tickets de suivi pour les demandes des acteurs aux administrateurs, et enfin le partage d'information (comptes rendus des COPIL et des GT, protocole, référentiel, ...).

M. Guldner effectue ensuite une simulation de l'outil et propose aux participants de rejoindre rapidement la communauté GFORGE RNM sur simple demande par courrier électronique. Une relance sera effectuée à l'issue de cette réunion à l'ensemble des acteurs du Réseau national.

Les supports de cet exposé sont présentés en **annexe 4** du compte rendu. Aucun commentaire n'est relevé à l'issue de cette présentation.

#### **5 - EVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE DU RESEAU NATIONAL ET AGREMENTS DES LABORATOIRES**

Mme Levelut (ASN/DEU) fait le point sur la révision de la réglementation du Réseau national dans l'objectif d'une mise en conformité avec la loi 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité nucléaire (Loi TSN), avec les nouvelles prérogatives de l'ASN sur l'agrément, et les articles R.1333-11 et R.1333-11-1 du code de la santé publique.

Une consultation large des parties prenantes sur le remplacement de l'arrêté du 27 juin 2005 a été réalisée au premier semestre 2008. Le projet de Décision ASN n°2008-DC-0099 est en cours d'homologation par le ministre chargé de la santé.

Mme Levelut effectue un bilan de la consultation dont les points importants sont :

- la révision de l'introduction pour une meilleure lisibilité de son domaine d'application (articles 1 et 2) ;
- la démarche d'accréditation qui reste optionnelle (article 10) ;
- la révision de la procédure d'agrément portant sur le contenu du dossier associé à la demande (article 10 et annexes 3 et 4) et fixant des dates repères pour le dépôt des demandes d'agrément, la remise des rapports de résultats aux essais d'intercomparaisons et la délivrance des agréments, pour respecter les délais d'instruction fixés par le code de la santé publique (articles 12 et 15) ;
- la révision de la procédure de gestion des écarts, notamment des délais accordés aux laboratoires pour démontrer le bien fondé des actions correctives passant par la réalisation d'un nouvel essai d'intercomparaison (article 22) ;
- la révision des dispositions transitoires pour la mise en conformité des laboratoires avec l'ISO 17025 pour tenir compte des difficultés métrologiques rencontrées pour certaines mesures et certains prélèvements (article 27).

La révision de la réglementation du Réseau national se poursuivra au second semestre 2008 avec le remplacement des arrêtés du 12/09/2005 portant nomination des membres du comité de pilotage et de la commission d'agrément par des décisions de l'ASN.

Enfin, en ce qui concerne le cadre réglementaire du processus d'agrément des laboratoires, les décisions de prorogation d'agrément sont en préparation pour tenir compte des modifications de la constitution des dossiers de demande d'agrément (incluant les résultats d'essai), de la fréquence et de la date de dépôt des demandes (semestrielle au lieu d'annuelle), et de l'allongement du cycle d'agrément de 4 ans à 5 ans.

Mme Levelut conclut cet exposé avec la présentation du projet de planning du processus d'agrément des laboratoires puis du programme prévisionnel des intercomparaisons 2008-2012.

Les supports de cet exposé sont présentés en **annexe 5** du compte rendu.

A l'issue de cette présentation, M. Champion (IRSN/DEI) fait part de plusieurs remarques concernant l'article 4, et notamment de la nuance entre « transmission » et « mise à disposition ». Mme Levelut (ASN/DEU) indique qu'il n'y a rien de défini techniquement pour l'instant et que ces points seront à évoquer directement avec l'ASN et l'InVS. M. Champion ajoute que l'article 6 prévoit la rédaction d'un rapport de synthèse sur l'état radiologique de l'environnement, lorsque les données collectées par le réseau national le permettront, et que ce rapport de synthèse sera complété par une présentation des estimations des impacts radiologiques des principales activités nucléaires. M. Champion rappelle que les données environnementales ne permettront pas dans un premier temps de réaliser une telle évaluation.



Concernant les dispositions de l'article 28, M. Devin (AREVA NC) s'interroge sur l'impact de l'ajout de nouveaux radionucléides à mesurer dans le cadre de la révision des plans de surveillance. Mme Levelut indique que les plans de surveillance sont revus dans le cadre de la révision des autorisations de rejet et qu'en général, la longueur de la procédure doit être mise à profit par le laboratoire pour anticiper toute nouvelle demande d'agrément. M. Devin précise qu'il est difficile de mettre en place en interne de nouvelles méthodes et que le processus d'agrément du Réseau national est lui-même assez long.

Le président du COPIL clôt la réunion en fixant la date de la prochaine réunion du comité de pilotage. Celle-ci est fixée au mardi 18 novembre 2008 (14H - 16H, ASN, Paris).

---

## **ANNEXES**

**Annexe 1** : Liste des participants

**Annexe 2** : Développement du système d'information

**Annexe 3** : Protocole d'échange d'informations, référentiel, géoréférencement

**Annexe 4** : Outil collaboratif GFORGE

**Annexe 5** : Révision de la réglementation du Réseau national

---

## **Prochaines réunions du comité de pilotage :**

- Mardi 18 novembre 2008 - 14H à 16H - Paris (ASN)
- Vendredi 6 mars 2009 - 14H30 à 16H30 - Paris (ASN)

---

**Prochaine réunion du GT** : Vendredi 17 octobre 2009 - 13h30 - Fontenay-aux-Roses (IRSN)

---



## RÉSEAU NATIONAL DE MESURES DE LA RADIOACTIVITÉ DE L'ENVIRONNEMENT



### Participation au 9<sup>ème</sup> comité de pilotage du Réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement

16 mai 2008 – ASN – Paris

| Nom - Prénom          | Organisme   | Signature  |
|-----------------------|---|--|
| MANGIN Jean-Noël      | IRSN/DEI  | Tous les participants ont<br>signé la feuille de présence. |
| LEPRIEUR Fabrice      | IRSN/DEI  |  |
| GULDNER Bruno         | IRSN/DEI  |  |
| CATELINOIS Olivier    | INVS  |  |
| SENÉ Yvonne           | GSIEP/ANCLI   |  |
| CHAMPION Didier       | IRSN/DEI  |  |
| COLET Julien          | ASN/DEU   |  |
| JAUNET Pierre-Edouard | ASN/DEU   |  |
| LEVELUT Y. Della      | ASN/DEU   |  |
| NIEL Jean-Christophe  | ASN   |  |
| LACHAUME Jean-Luc     | ASN   |  |
| MARCHAL Valérie       | ASN   |  |
| PARIS Michel          | D.R.A.S. - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Développement Durable |  |
| DUFILS Joël           | D.R.A.S. - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Développement Durable |  |
| GRASSTUEUR Charlotte  | Ministère de l'Environnement, de l'Aménagement et du Développement Durable                      |  |
| CABANIS Olivier       | DDP R   |  |
| DEVIN Patrick         | AREVA   |  |
| HÉMIDY Pierre-Yves    | EDF   |  |
| HARTMANN Philippe     | EDF   |  |